

Crise agro-environnementale, mondialisation et capacité d'innovation des petits agriculteurs familiaux au Sahel: un exemple africain pertinent pour le Brésil?

Crise agroambiental, globalização e capacidade de inovação dos pequenos agricultores familiares no Sahel: um exemplo africano pertinente para o Brasil?

Environmental crisis, globalization and innovation capacity of the little family farmers in Sahel: an African example relevant in Brazil?

Claude RAYNAUT*

RÉSUMÉ

La crise agricole et alimentaire grave qui, au cours de ces dernières années, a frappé le Niger et ses pays voisins de la région sahélienne d'Afrique remet une fois de plus sous les feux de l'actualité une région d'Afrique, le Sahel, qui connaît des difficultés chroniques depuis de nombreuses décennies (déficits climatiques, désertification, chute de la production alimentaire). Cette crise écologique majeure qui, depuis près de quarante ans, frappe de manière récurrente cette partie du continent africain est inséparable du mouvement que l'on a désigné sous le nom générique de "mondialisation" ou "globalisation" et qui affecte avec une violence toute particulière les petites communautés paysannes placées à la périphérie de ce système. Sous des formes différentes, c'est la même dynamique que l'on trouve à l'œuvre en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Cet article ne tente pas d'aborder cette question sur un plan général mais apporte le témoignage d'un exemple particulier afin de stimuler la réflexion concernant d'autres réalités locales, en particulier parmi celles que l'on peut rencontrer au Brésil. Il montre en particulier que des petits agriculteurs familiaux parmi les plus démunis et les plus marginalisés du monde, exposés à des conditions naturelles particulièrement sévères, font preuve de leur capacité à réagir, avec un succès limité mais réel, à des exigences et des contraintes qui se déploient à une échelle temporelle et spatiale qui les dépasse très largement. Cela pose une question théorique majeure: celle de savoir s'il n'existe que des réponses globales aux mécanismes globaux de domination ou si une stratégie pertinente doit inclure aussi des réponses locales, s'appuyant sur la capacité d'innovation et d'initiative des petits agriculteurs eux-mêmes.

Mots-clé: crise agro-environnementale en Afrique ; capacité de réaction et d'innovation des petits agriculteurs familiaux ; les interactions entre le global et le local.

* Consultor do FIDA/Nações Unidas. Foi pesquisador do CNRS – Conseil National de la Recherche Scientifique e professor da Université de Bordeaux 2 (França).

RESUMO

A crise agrícola e alimentar grave que, no curso dos últimos anos, tem atingido o Níger e os países vizinhos da região saariana da África remete uma vez mais aos holofotes da atualidade uma região da África, o Sahel, que conhece dificuldades crônicas há muitas décadas (déficits climáticos, desertificação, queda na produção alimentar). Essa crise ecológica maior que, já há quase quarenta anos, atinge de maneira recorrente esta parte do continente africano é inseparável do movimento que se designou pelo nome genérico de “mundialização” ou “globalização” e que afeta com uma violência especial as pequenas comunidades camponesas colocadas na periferia desse sistema. Sob formas diferentes, é a mesma dinâmica que se verifica na África, Ásia e América Latina. Esse artigo não aborda essa questão de uma forma mais geral, mas traz o testemunho de um exemplo particular de modo a estimular a reflexão sobre outras realidades locais, em particular entre as que se pode encontrar no Brasil. Mostra especialmente que pequenos agricultores familiares que se encontram entre os mais pobres e marginalizados do mundo, expostos a condições naturais particularmente severas, provam sua capacidade de reagir, com um sucesso limitado mas real, às exigências e limitações que se desenvolvem numa escala temporal e espacial que vai muito além do seu contexto cotidiano de vida. Isso coloca uma questão teórica maior: a de saber se existem respostas globais aos mecanismos globais de dominação ou se uma estratégia pertinente deve incluir também respostas locais, apoiando-se sobre a capacidade de inovação e iniciativa dos próprios pequenos agricultores.

Palavras-chave: crise agroambiental na África; capacidade de reação e de inovação dos pequenos agricultores familiares; as interações entre o global e o local.

ABSTRACT

The agricultural and food crisis which hit Niger and other neighbour countries during the last years put once again under the limelight a certain region of Africa, Sahel, which has been undergoing chronic difficulties for several decades (such as rain shortages, desertification and dramatic decrease of food production). Such a major ecological crisis, which for about forty years has been striking recurrently this part of the African continent cannot be pulled apart from the historical trend which is currently referred to with the generic term “internationalization” or “globalization”. This trend bears a particular violence upon the small farming communities that remain in the periphery of the system. Under different shapping, that is the same dynamics, in different ways, which is applied in Africa, Asia and Latin America.

This paper does not term intend to look at this question with a general view but brings the indication of a particular case, in order to stimulate the reflection about other local realities, notably some of those which can be found in Brazil. It shows more specifically that small family farmers who are among the poorer and more marginalized ones in the world and who are also submitted to very severe natural conditions, seem to be able to react, under a limited but actual efficacy or to necessities and constraints which operate at a temporal and spatial scale that goes far beyond their structured daily habits. This situation raises a major theoretical question: do global responses solely exist for global mechanisms of domination? Or should a pertinent strategy also include local responses, drawing upon the small farmers' innovation and initiative capacity?

Key words: agro-environmental crisis in Africa; reaction and innovation capacity of small family farmers; interaction between the global and the local movements.

La crise agricole et alimentaire grave qui, au cours de ces dernières années, a frappé le Niger et ses pays voisins de la région sahélienne d'Afrique (BERNARD, 2005) remet une fois de plus sous les feux de l'actualité une région d'Afrique, le Sahel, qui connaît des difficultés chroniques depuis de nombreuses décennies (déficits climatiques, désertification, chute de la production alimentaire); difficultés qui débouchent périodiquement sur des disettes locales, voire sur des famines généralisées.

On n'est pas, dans ce cas, devant une série d'accidents isolés, mais devant une situation prolongée et complexe de déséquilibre écologique, économique et social qu'il faut aborder dans sa globalité si l'on veut tenter d'y répondre. Cette situation pose, de manière particulièrement aigue, une question de fond qui est celle des profondes perturbations qu'une population de petits agriculteurs familiaux "traditionnels", implantée depuis des siècles au sein du même espace géographique, a subi dans la façon dont s'organisent ses relations avec le milieu dont elle tire sa subsistance. Une hypothèse forte est que ces perturbations sont étroitement liées à la domination coloniale puis à l'insertion de ces sociétés, à partir de la seconde moitié du vingtième siècle, dans un univers d'échanges largement ouvert à des influences économiques, politiques, sociales extérieures, profondément étrangères aux principes qui, de longue date, avaient guidé aussi bien leur organisation sociale que leurs pratiques productives.

Tout porte à penser, en effet, que la crise écologique majeure qui, depuis près de quarante ans, frappe de manière récurrente cette partie du continent africain¹ est inséparable du mouvement d'intégration inégale et déséquilibrée dans un système de circulation généralisé des biens, des capitaux et des idées que l'on a désigné sous le nom générique de "mondialisation" ou "globalisation" et qui affecte avec une violence toute particulière les petites communautés paysannes placées à la périphérie de ce système. Sous des formes différentes, c'est la même dynamique que l'on trouve à l'œuvre en Afrique, en Asie et en Amérique latine. La confrontation des situations locales peut, me semble-t-il, aider à alimenter une réflexion élargie sur les modalités d'un tel phénomène, sur ses conséquences – en particulier dans le domaine environnemental –, et sur les moyens dont on peut disposer localement pour y apporter une réponse – une question théorique majeure étant justement de savoir s'il n'existe que des réponses globales à

ce mouvement global ou si une stratégie pertinente doit inclure aussi des réponses locales.

Je ne tenterai pas ici répondre sur un plan général à cette question mais seulement d'apporter le témoignage d'un exemple particulier qui me paraît pouvoir stimuler la réflexion concernant d'autres réalités locales, en particulier parmi celles que l'on peut rencontrer au Brésil. Je me contenterai de faire simple, de présenter quelques constats et de lancer quelques idées qui pourront peut-être faire plus tard l'objet de comparaisons et de débat.²

Une crise aux multiples facettes

Je voudrais commencer par nuancer quelques évidences qui, si on se focalise trop exclusivement sur elles, risquent de masquer d'autres aspects essentiels de la situation

Première "évidence": La crise agricole et pastorale est liée à des causes climatiques

La composante climatique des chocs intervenus au cours des dernières décennies est incontestable, mais il ne faut pas perdre de vue que la faiblesse et l'irrégularité des précipitations constituent une constante de ce milieu naturel semi-aride qui connaît, depuis des siècles, des sécheresses périodiques (KOECHLIN, 1997). Les sociétés qui y ont vécu et s'y sont développées de génération en génération ont su s'adapter matériellement et socialement pour répondre à ces contraintes. Quelque chose s'est passé qui a amoindri les capacités d'adaptation des sociétés locales à leur environnement. C'est une dimension importante du problème (RAYNAUT, 1977).

Jusqu'à aujourd'hui, la réduction de la vulnérabilité demeure au cœur des stratégies paysannes : le sentiment de la précarité, l'attente anxieuse de l'accident – inspirés par une expérience séculaire. Souvent, ce sont les moyens de se prémunir des chocs inéluctables qui font aujourd'hui défaut : capacité à constituer des réserves alimentaires, solidarités inter-familiales, système de valeur qui obligeaient naguère les plus puissants de la société locale à aider ceux qui s'étaient placés sous leur protection

1 Avec des épisodes particulièrement dramatique au milieu des années soixante-dix, au milieu des années quatre-vingt et, encore une fois, tout récemment en 2004 et 2005. Il existe une abondante littérature qui détaille et analyse cette crise, et formule des hypothèses au sujet de son origine. Voir en particulier: Collectif (1974); Copans (1975); Franke and Chasin (1980), Dalby (1977); Mortimore (1989), Raynaud (2000).

2 Pour une analyse détaillée de la situation sahélienne, au-delà de celle particulière du Niger, je renvoie à l'ouvrage que j'ai coordonné: Raynaud (1997a.) Voir aussi: Raynaud (2000).

Seconde "évidence": la crise a des causes démographiques

C'est également partiellement exact. Les espaces agricoles et pastoraux sont saturés. Les terres s'épuisent, l'érosion s'accélère, la végétation disparaît. Cet enchaînement est incontestable, il a été analysé depuis longtemps. Mais plus ça va plus on se rend compte que les choses ne sont pas si simples : plus d'hommes et de femmes c'est évidemment plus de bouches à nourrir, mais c'est aussi plus de bras pour travailler, plus de force de travail disponible pour appliquer des techniques de protection de l'environnement, de fertilisation du sol, de gestion de la végétation, techniques qui ne sont pas applicables quand on est trop peu nombreux. Depuis longtemps déjà Esther Boserup avait soutenu cette hypothèse. Ses travaux sur la question viennent d'être réédités (BOSERUP, 2005). Plusieurs études scientifiques ont montré concrètement la réalité du phénomène en différents endroits en Afrique (MORTIMORE, 1989; TIFFEN; MORTIMORE; GICHUKI, 1994) et je reviendrai moi-même ici sur ce que j'ai observé au Niger.

Si l'aridité du climat et l'augmentation de la pression de population sont des composantes indiscutables de la situation actuelle, le rôle qu'elles jouent n'est sans doute pas aussi mécanique et direct qu'on pourrait le penser à première vue.

Leurs conséquences sont indissociables d'une dynamique plus large qui fait intervenir des facteurs d'une toute autre nature : liés à l'histoire des sociétés locales. La crise est autant économique et sociale qu'écologique au sens étroit du terme (RAYNAUT, 1997b).

Je m'en tiendrai à quatre phénomènes que je considère comme fondamentaux pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui et pour chercher des solutions.

Le repli sur les activités agricoles et pastorales d'une économie autrefois hautement diversifiée

Historiquement, et jusqu'aux premières années du XX^{ème} siècle, l'économie des sociétés sahéniennes ne reposait que très partiellement sur l'agriculture et l'élevage. Cette partie de l'Afrique tirait l'essentiel de sa prospérité et assurait sa sécurité face aux aléas naturels grâce à l'intense commerce qu'elle entretenait, à travers le Sahara, avec l'Afrique du nord et l'Europe (MAUNY, 1961).³

Au début du XX^{ème} siècle, à la suite des conquêtes coloniales, avec l'interruption des échanges trans-sahariens et le centrage plus exclusif sur l'agriculture et l'élevage, c'est tout un pan de l'économie de ces sociétés qui s'est effondré (GRÉGOIRE, 1997).⁴

L'exploitation des ressources du milieu naturel s'est faite dès lors plus systématique et plus intense. Cette situation a été longtemps aggravée – dans le cadre d'une économie désormais dépendante du marché international – par la dégradation des termes de l'échange entre les productions agricoles commerciales et les biens manufacturés achetés à l'extérieur (voir ci-dessous).

Tant bien que mal la pluri-activité reste au cœur des stratégies paysannes. Beaucoup partent aujourd'hui en exode (dont un grand nombre à destination des pays d'Europe, avec les conséquences sociales et politiques que l'on sait), d'autres font un petit commerce, d'autres pratiquent un artisanat. Cette stratégie n'est pas seulement une tradition, c'est une nécessité vitale. Elle s'exerce toutefois dans des conditions de plus en plus précaires et ne contribue que de façon très insuffisante à assurer la reproduction sociale et matérielle des familles – d'autant que l'exode et les migrations de plus longue durée ont un effet gravement déstructurant sur celles-ci.

Si l'on tire la leçon du passé, la diversification des activités peut, me semble-t-il, être considérée – beaucoup

3 Les caravanes qui liaient l'Afrique noire aux rivages de la Méditerranée (Alger, Tunis, Lybie), acheminaient du sud vers le nord de l'or, du cuir, des plumes d'autruche, des tissus teintés d'indigo, mais aussi des esclaves et revenaient chargées de produits manufacturés tels que de la verroterie (de Venise notamment), des lames d'acier, du papier.

4 Les flux commerciaux ont été redirigés vers les ports maritimes (Lagos, Accra, Cotonou, Dakar) créés dans les régions contrôlées par les puissances coloniales, demandeuses avant tout de produits agricoles. La zone sahénienne est devenue pourvoyeuse d'arachide et de coton – ainsi que de main-d'œuvre à destination des plantations de cacao, de café et de palmiers à huile de la côte.

plus que cela ne l'a été fait jusqu'à présent – comme un atout précieux pour l'avenir de communautés rurales dont l'avenir ne pourra pas se bâtir exclusivement sur l'exploitation de ressources naturelles parcimonieuses et aléatoires.

La dégradation des termes de l'échange entre productions paysannes et biens manufacturés

Du fait de leur intégration dans une économie monétarisée d'abord destinée à l'alimentation des caisses de l'État colonial puis post colonial, puis, plus récemment, largement ouverte sur les échanges internationaux⁵, les petits agriculteurs ont été soumis à la concurrence dans des conditions extrêmement défavorables. D'une façon générale, au cours du dernier demi siècle, les prix des denrées agricoles produites par les petits agriculteurs familiaux (coton, arachide, mil) n'ont cessé de se dégrader par rapport à celui des biens manufacturés, souvent importés, dont l'acquisition est devenue de plus en plus nécessaire non seulement pour l'existence quotidienne mais aussi pour la production agricole. Il leur a donc fallu sans cesse produire davantage pour acheter les vêtements, les denrées alimentaires, les médicaments, l'engrais, les outils agricoles dont ils avaient besoin pour se reproduire physiquement et pour continuer à produire. L'augmentation des surfaces agricoles et les défrichements ont été, pour une part importante, une conséquence de cet accroissement des besoins.

La multiplication des usagers des ressources naturelles et la tension entre leurs intérêts

La bande sahélienne et sahélo-soudanienne a toujours été une zone de contact et de rencontre entre populations aux modes de vie différents. En particulier entre les agriculteurs et différentes catégories de pasteurs. Tous cohabitaient en exploitant de façon différente les ressources naturelles et en articulant leurs façons d'occuper l'espace et de l'aménager.

Cette cohabitation pouvait être tendue, parfois conflictuelle : mais c'était davantage pour des raisons politiques ou religieuses que du fait d'une concurrence dans l'usage des ressources (RAYNAUT, 1997c)

Au fil du XXème siècle, cette cohabitation et les complémentarités dont elles s'accompagnait ont progressivement fait place à la rivalité et à la concurrence.

- A cause de l'augmentation des superficies cultivées et de la remontée des cultures vers les zones pastorales du nord.
- Mais aussi du fait de la multiplication des troupeaux liée, pour une large part non pas aux sociétés pastorales elles-mêmes, mais aux investissements massifs fait dans l'élevage par des élites politiques, administratives et commerçantes ainsi que par les agriculteurs les plus riches. Souvent, ces nouvelles formes d'élevage ne respectent pas les règles de bonne conduite qui permettent au pastoralisme de préserver le milieu qu'il exploite.

Désormais les conflits entre agriculteurs et pasteurs – et entre catégories de pasteurs – tournent souvent aux affrontements sanglants.

Par ailleurs, de nouveaux acteurs sont arrivés progressivement sur la scène et participent, avec de nouvelles techniques et en suivant de nouvelles stratégies, à la surexploitation des ressources naturelles.

- Ce sont, en particulier, les réseaux organisés de bûcherons et de commerçants du bois, qui approvisionnent en bois de chauffage et en bois d'œuvre des agglomérations urbaines en croissance constante. Pression qui vient s'ajouter à celles des ruraux qui, eux aussi, ont besoin de cuire leurs aliments et de bâtir leurs maisons. Des forêts entières ont ainsi disparu.

5 Les sociétés locales connaissaient de longue date l'usage de la monnaie (coquillages, pièces d'argent) mais cet usage demeurait réduit et spécialisé à certains types d'échanges. L'introduction de la monnaie occidentale, pendant la colonisation, était essentiellement destinée à rendre les petits agriculteurs capables d'acheter les biens produits par la métropole coloniale, en particulier les tissus, puis de payer l'impôt qui permettait à l'administration coloniale de fonctionner. Après les indépendances, en 1960, ces échanges monétaires et le paiement de l'impôt ont essentiellement servi à alimenter la création d'un appareil d'État national (paiement de fonctionnaires) et l'accumulation d'un capital marchand au mains d'une petite minorité (RAYNAUT, 1975), RAYNAUT, 1977b).

- Ce sont aussi de gros agriculteurs, souvent urbains, mais aussi des notables ruraux, qui se constituent de vastes domaines fonciers en rachetant les terres des plus pauvres qui n'ont d'autre solution que de vendre leurs champs pour survivre. Le phénomène reste localisé là où des cultures rentables sont possibles. Mais, quand il se produit, il est générateur de concurrences et de fortes tensions. Avec la pression croissante sur l'espace agricole, la question foncière devient majeure aujourd'hui dans bien des endroits du Niger.

L'intervention de ces différents acteurs a une incontestable dimension politique car c'est l'implication des catégories sociales dominantes qui donne aux phénomènes de sur-exploitation des ressources une ampleur particulièrement destructrice pour le milieu naturel et déstabilisante pour les petites communautés d'agriculteurs familiaux qui sont confrontées à une telle concurrence. Ces mêmes catégories dominantes sont, trop souvent, celles qui tirent le plus d'avantage des stratégies politiques et économiques imposées par des organismes internationaux comme la Banque Mondiale ou le FMI qui voient dans la stimulation de l'énergie d'entreprendre la condition majeure de la "sortie de la pauvreté".⁶

On voit qu'on ne peut pas traiter les problèmes de l'agriculture ou de l'élevage et des autres modes d'exploitation des ressources de façon isolée. On est devant une scène que partagent de multiples acteurs et où se confrontent des intérêts concurrents. On n'a pas encore réussi – si ce n'est localement – à reconstruire les modalités d'arbitrage, de négociation, d'aménagement territorial qui existaient dans la société traditionnelle. Des ajustements et des complémentarités sont cependant possibles ; il faut les trouver sinon la situation deviendra socialement explosive et écologiquement dramatique.

Des sociétés rurales en profond changement

Le troisième point qu'il me paraît important de souligner pour donner une juste mesure de la situation actuelle est que, contrairement à l'image qu'on peut trop souvent avoir de l'Afrique, nous ne sommes pas devant des sociétés paysannes figées dans leur tradition.

Ces sociétés ont profondément changé durant la période coloniale et depuis la création de l'État nigérien.

Cela nous mènerait beaucoup trop loin de rentrer dans le détail de cette affirmation. Je me bornerai à quelques indications⁷:

- Tout d'abord, bien des formes d'arbitrage internes – reposant naguère sur la chefferie et sur les hiérarchies familiales – se sont affaiblies ou ont disparu. Or, elles jouaient un rôle majeur dans l'harmonisation de la gestion collective des ressources naturelles et ainsi que dans la redistribution des richesses auprès des plus démunis.
- Par ailleurs, les rapports entre les hommes et les femmes, entre les jeunes et les anciens se sont profondément modifiés. Les stratégies deviennent de plus en plus individuelles. Tant chez les chefs de famille que chez ceux qui dépendent d'eux. Cela ouvre des possibilités d'initiative beaucoup plus grande, mais, en revanche, cela crée des situations de concurrence, de rivalité, qui peuvent devenir très dommageables en cas de crise.
- Enfin, ces évolutions – qui donnent davantage de marge de manœuvre aux plus favorisés mais qui exposent encore davantage les plus faibles – conduisent à l'apparition, au sein même des villages, de nouvelles formes d'inégalité et de précarité.

6 Cette recommandation – assortie d'une ouverture sur la concurrence internationale – occupe souvent une position centrale dans les Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP) dont ces deux organismes font désormais la condition de leur appui aux pays classés comme les plus pauvres.

7 Pour une analyse plus détaillée, voir notamment Raynaud, (1975) et Raynaud, (1977a).

Face à la crise, des sociétés rurales innovantes

En fin de compte, ce qui ressort d'un tel diagnostic, c'est qu'on se trouve devant une crise prolongée des sociétés agricoles locales, dans leur fonctionnement interne et dans les relations qu'elles entretiennent avec leur milieu.

C'est une mutation des systèmes agraires qui s'impose.

Dans un premier temps, les agriculteurs n'ont pas pris conscience de cette nécessaire mutation. Ils ont continué à défricher, à abattre les arbres, à cultiver leurs champs sans se soucier suffisamment de leur fertilité. La désertification était en marche: résultat de l'activité humaine au moins autant, si ce n'est plus, que du climat.

Il aura fallu une génération pour que la mutation s'amorce. Mais elle est désormais en cours dans bien des endroits du Niger. Je l'ai constatée lorsque je suis revenu dans la région de Maradi, en 2001 après plus de dix ans d'absence. Là où j'avais laissé un paysage en voie de désertification avancée, j'ai rencontré un nouveau dynamisme de la végétation naturelle: des arbres et des arbustes là où il n'y avait que sable et broussailles⁸. En pénétrant dans les villages et en discutant avec les paysans, en les suivant dans leur champs, je me suis rendu compte que l'on assistait à une floraison de petites innovations:

- dans les soins apportés aux arbres,
- dans la protection des sols contre l'érosion,
- dans les outils agricoles utilisés,
- dans le soin apporté pour soutenir la fertilité de champs cultivés désormais année après année.

Je ne rentrerai pas ici dans le détail de ces innovations mais on peut dire que c'est une véritable recherche paysanne qui est à l'œuvre: elle est tâtonnante, elle s'égare parfois sur des voies sans issues, mais elle traduit l'extraordinaire dynamisme des agriculteurs locaux face aux défis auxquels ils sont confrontés. Cette recherche tire parfois parti des idées, des compétences et des outils nouveaux qui ont été apportés au fil des années par les services techniques ou par différents projets de développement, mais elle les réinterprète en fonction des objectifs propres aux petits agriculteurs ainsi que du savoir qu'ils ont eux-mêmes élaboré au fil des siècles. C'est ainsi que les nouvelles manières de préserver et de gérer

la végétation arborée développée au cours de la dernière décennie s'inspirent de techniques apprises dans des parcelles de reforestation implantées à l'initiative de programmes nationaux ou d'ONG de défense de l'environnement. Mais elles les ont adaptées à un contexte totalement différent: celui des arbres et arbustes qui poussent spontanément dans les parcelles cultivées⁹. Ailleurs, l'innovation paysanne consiste à détourner des outils et des savoir faire introduits par le passé, dans une perspective différente, par des programmes de développement. C'est ainsi, par exemple, que la formation de forgerons-mécaniciens, dispensée initialement afin de permettre l'entretien des charrues et des semoirs à traction animale, a permis, dans certaines régions du pays, l'éclosion d'une multitude de petits ateliers de construction de charrettes: moyen de transport qui a fait sauter des blocages dans l'organisation du travail et les pratiques agricoles et a contribué de façon décisive à établir un nouvel équilibre dans la gestion des ressources naturelles. Cette recherche d'innovation paysanne ne se borne toutefois pas à une réappropriation des nouveautés venues de l'extérieur. Elle s'appuie aussi sur des échanges et des transferts d'expérience entre agriculteurs. C'est le cas lors de l'emprunt d'outils "traditionnels" de travail du sol observés dans des régions voisines ou lointaines où ils sont en usage depuis des générations, testés localement puis adoptés de façon durable. C'est le cas également pour l'utilisation de variétés de céréales dont les semences sont systématiquement collectées lors des déplacements dans d'autres zones agro-écologiques, puis expérimentées pour évaluer leur réponse aux nouvelles conditions climatiques imposées par la sécheresse. Dans d'autres cas on observe de véritables "inventions" paysannes: comme dans le cas des *Zai*, technique mise au point par les paysans Mossi du Burkina Fasso pour régénérer les sols devenus trop compacts pour être cultivés (ROCHETTE, 1989).

On pourrait multiplier ainsi les exemples de cette recherche paysanne. Même lorsqu'elle récupère des technologies allogènes, elle le fait en apportant sa propre touche d'innovation afin de les adapter aux contraintes et aux objectifs de la petite agriculture familiale. Très souvent, les dispositifs de vulgarisation chargés de diffuser les résultats de la recherche institutionnelle ont été incapables de faire ces ajustements à la réalité paysanne, et il aura fallu aux petits agriculteurs une

⁸ Des travaux scientifiques récents montrent une récupération extrêmement significative du couvert arboré au Niger au cours de la dernière décennie: Polgreen, 2007.

⁹ Les parcelles de reforestations, implantées autoritairement, ont souvent été abandonnées. En particulier lorsqu'elles étaient situées sur des bonnes terres agricoles que les agriculteurs jugent destinées en priorité à des cultures vivrières.

longue démarche de réflexion et d'expérimentation pour faire le tri de ces apports extérieurs et pour les rendre compatibles avec leurs propres exigences.

Simultanément à ces innovations de caractère technique, de nouvelles formes d'organisation collective apparaissent : des règles sont édictées au niveau villageois pour la coupe du bois, dont on contrôle le respect; des ententes sont passées entre villages pour préserver des zones de pâturage collectif. Des démarches sont faites pour réduire les conflits avec les autres usagers des ressources: notamment le balisage et l'entretien des voies de circulation du bétail transhumant. C'est tout un nouveau cadre de rapports sociaux à la nature qui se met en place – notamment pour régler et arbitrer les concurrences dont nous avons vu plus haut qu'elles étaient l'une des sources importantes des désordres écologiques actuels.

Enfin, des stratégies destinées à réduire la vulnérabilité émergent au niveau familial comme au niveau villageois. Par exemple des frères demeurent ensemble sur l'exploitation familiale au lieu de la partager au moment de l'héritage, comme cela se faisait à la génération précédente: cela permet de partir à tour de rôle pour faire du commerce, pour travailler en ville ou à l'étranger et d'apporter ainsi des ressources complémentaires à la famille, voire d'investir dans des activités productives (achat de matériel, de terres). Au niveau villageois des caisses d'épargne et d'entraide sont créées, des groupes se constituent autour d'une activité productive commune (les femmes jouent ici un rôle essentiel).

Je pourrais multiplier et détailler les exemples mais je me contenterai ici de les évoquer. Toutes les initiatives ne sont pas couronnées par le succès, mais toutes témoignent d'une prise de conscience de l'ampleur du défi et de l'extraordinaire volonté de s'en sortir.

Par ailleurs, on assiste, à un niveau plus large, à une intense mobilisation sous forme d'ONG, d'Associations qui s'efforcent de prendre en charge différents aspects des problèmes auquel est confronté le monde rural : dans le domaine du crédit, de l'éducation, de l'appui aux femmes et bien d'autres. L'exemple de pays comme le Mali et le Sénégal, où se sont constitués de puissants mouvements de défense des intérêts des petits agriculteurs familiaux, montrent quelle dimension peuvent prendre ces mouvements de mobilisation.

Cependant, il faut aussi avoir conscience du fait que cette mutation sociale et technique a un coût social (RAYNAUT *et al.*, 1988). Si les agriculteurs plus dynamiques et

qui disposent au départ d'un certain nombre d'atouts tirent leur épingle du jeu, les plus faibles paient un prix fort. Dans une situation de pénurie de terres, la génération montante a du mal à trouver sa place. On compte également un nombre croissant de femmes seules, chefs de famille qui peinent à survivre et à nourrir leurs enfants.

Un accompagnement de la mutation en cours réclame que l'on ne laisse pas de côté ces populations vulnérables dont, sinon, le destin est d'aller grossir les rangs des migrants misérables qui se pressent aux abords des villes et que l'on va régulièrement retrouver au premier rang des victimes lors des disettes. Ici aussi un vaste champ d'action s'ouvre.

Comment appuyer les dynamiques en cours?

Le constat majeur que l'on peut tirer de la situation très rapidement décrite ici est que les populations de petits agriculteurs familiaux qui ont été soumises depuis plusieurs générations à une série de chocs perturbateurs, de natures multiples, et convergents, en particulier sous l'effet de leur assujettissement à des contraintes sociales et des exigences économiques qui étaient étrangères à leur *éthos*, ne sont pas demeurés passives et ont commencé à développer des stratégies de réponses dont certaines ont donné des résultats spectaculaires dans le domaine environnemental. Cela suggère que des capacités de réponses locales à des bouleversements sociaux et environnementaux liés à dynamiques globales existent. Même chez ceux qui, *a priori*, peuvent apparaître les plus pauvres et les plus démunis de pouvoir. Elles ne peuvent certes pas permettre de répondre à tous les problèmes. Mais rien d'efficace et de durable ne peut sans doute être entrepris sans en tenir compte et sans leur apporter l'appui qui les rendra plus efficaces.

Quelques principes sont à rappeler de ce point de vue:

- 1) Le premier de ces principes** est qu'il ne faut pas arriver avec des solutions toutes faites, fussent-elles inspirées par les meilleures compétences techniques. Depuis des décennies, des projets sont conçus ainsi – par des experts et selon une démarche de haut en bas. En dépit de sommes considérables englouties, elles n'ont donné que des résultats médiocres. Les agriculteurs sahéliens ont vu défiler ces solutions miracles. Ils sont sceptiques désormais. Il est temps de les écouter. Comme je l'ai évoqué, trop rapidement, ils font preuve d'initiatives et de capacités d'innovation.

C'est ce dynamisme interne qu'il faut appuyer. Les innovations organisationnelles, économiques et techniques qu'ils ont été capables de mettre en œuvre doivent être soutenues, renforcées, enrichies. Ces agriculteurs ont montré qu'ils étaient, à leur manière, des chercheurs. Un dialogue est plus que jamais indispensable entre les institutions locales de recherche, les paysans et les agents de développement. C'est une autre manière de faire de la recherche et d'explorer des solutions pratiques qui doit être envisagée : une recherche et une *extensão* qui soient profondément enracinées dans une expérience paysanne qui a fait preuve de son dynamisme. Tout porte à penser que ce dynamisme n'est pas limité aux petits agriculteurs nigériens dont j'évoque ici le cas. Chaque fois que, où que l'on soit dans le monde, on prend la peine d'être attentif à ce que dit et fait un petit paysannat pour lutter pour sa survie, on découvre ses immenses capacités d'innovation.

2) Le second principe est que le plus puissant facteur de dynamisme réside dans la mobilisation et la coopération de partenaires aux expériences et aux compétences variées.

- Au niveau local, il faut à tout prix éviter de travailler en vase clos. Il faut d'emblée rechercher le partenariat avec ceux qui travaillent déjà sur place. Trop souvent, les organismes opérant sur un même territoire collaborent peu ou pas. Susciter une collaboration entre les acteurs présents sur la scène locale peut, en soi, apporter une formidable valeur ajoutée. Cet objectif d'ouverture s'applique également aux initiatives et aux innovations paysannes : elles ne se diffusent pas toujours spontanément, même dans un espace restreint. La difficulté d'articuler les initiatives locales à des champs d'action plus large qui leur donnerait la dimension nécessaire à leur efficacité, est souvent du frein majeur au succès de ces initiatives (qu'il s'agisse, par exemple, de gestion commune des ressources naturelles, de conjugaison des efforts dans le domaine de la production et de la commercialisation, ou d'union nécessaire pour l'établissement d'un rapport de forces favorable)

L'organisation d'ateliers inter-communautés pour discuter des problèmes et des solutions constitue un formidable outil de changement. De tels ateliers permettent aussi d'identifier des domaines dans lesquels un apport extérieur (technique, organisationnel, financier) est nécessaire pour aller plus loin.

- A un niveau plus large il faut multiplier les échanges de compétences et d'expériences. Il faut mettre en présence les acteurs, confronter les intérêts, partager moyens ; faire circuler les idées, les propositions, les solutions et créer des espaces de négociation qui font souvent défaut. C'est sur ce principe du partenariat local et extérieur qu'a été conçu, par exemple, le Programme de Lutte contre la Pauvreté Rurale dans un autre pays sahélien, le Cap Vert, et cela donne des résultats très intéressants.

3) Le troisième principe est qu'il ne faut pas aborder les problèmes de façon sectorielle.

- En premier lieu, les problèmes de l'agriculture ne se séparent pas de ceux de l'élevage, ni de ceux de la gestion des ressources naturelles, ni de ceux de la difficile conciliation d'intérêts concurrents au sein d'un même espace. C'est cette totalité que les paysans ont à gérer dans la phase de mutation dans laquelle ils se trouvent actuellement. Cela veut dire qu'il n'y a pas de solution technique miracle. C'est à un rééquilibrage d'ensemble qu'il faut parvenir – et c'est dans cette perspective qu'il faut repérer, dans chaque situation locale, les points de blocages sur lesquels intervenir.
- En second lieu, la question de la vulnérabilité est centrale. Les agriculteurs locaux ont une conscience aiguë de la précarité dans laquelle ils exercent leur activité. Trop de projets de développement ont échoué parce qu'ils privilégiaient les objectifs d'augmentation de la productivité sur ceux de prévention de l'aléa. Ici, la prise en compte de la situation des plus vulnérables – dont certaines catégories de femmes – est essentielle.

4) Quatrième principe, la réponse aux problèmes ruraux est inséparable de la prise en compte des problèmes du milieu urbain. Les difficultés du monde rural alimentent un mouvement constant à destination des villes qui ne cessent de grossir. La stratégie de pluri-activité des agriculteurs fait qu'ils ont souvent un membre en ville. Cela se produira de plus en plus dans l'avenir. Quel futur pour les jeunes qui ne trouvent plus de place au village ? Pour les laissés pour compte de la mutation en cours. Il y a énormément à faire en ville pour construire l'avenir. Y compris celui du monde rural. C'est ainsi que l'initiative qui a eu le plus d'impact dans les villages de la région de Maradi, au Niger, au cours des dernières décennies a été la formation de forgerons et d'artisans du métal des petits centres urbains de la région, qui aujourd'hui construisent du matériel agricole bon marché dont l'utilisation a bondi dans les campagnes environnantes où elle stagnait depuis des décennies.

Ce sont là quelques constats et quelques idées prospectives tirés d'une situation locale observée en Afrique. Je pense avoir pu montrer ici, bien que de façon extrêmement superficielle et rapide, que des petits agriculteurs familiaux parmi les plus démunis et les plus marginalisés du monde, exposés à des conditions naturelles particulièrement sévères, font preuve de leur capacité à réagir, avec un succès limité mais réel, à des exigences et des contraintes qui se déploient à une échelle temporelle et spatiale qui les dépasse très largement – qu'elles soient économiques, climatiques ou sociales. La conclusion que l'on peut en tirer est que ces dynamiques internes constituent le socle de toute intervention destinée à les aider à sortir de la situation extrêmement précaire dans laquelle ils continuent à se trouver, dans un contexte global qui leur est très défavorable. Cela implique une attention toute particulière portée à ces initiatives et ces innovations, en particulier de la part de tous ceux qui se donnent pour tâche de faire avancer les connaissances afin de pouvoir proposer des solutions : institutions de recherches et universités en particulier. N'y a-t-il pas là une exigence qui mériterait d'être examinée dans le contexte brésilien ?

Références

BERNARD, Ph. La famine au Niger, catastrophe annoncée mais oubliée. *Le Monde*, Paris, 15 juil. 2005.

BOSERUP, E. *The conditions of agricultural growth: the economics of agrarian change under population pressure*. Aldine Transaction; New Ed edition, 2005.

COLLECTIF. *Qui se nourrit de la famine au Sahel?* Paris: Maspero, 1974.

COPANS, J. *Sécheresses et famines du Sahel*. Paris: Maspero, 1975. 2 t.

DALBY, D. *et al. Drought in Africa, African Environment Special Report*. London: International African Institute, 1977.

FRANKE, R. W.; CHASIN, B. H. *Seeds of famine: ecological destruction and the development dilemma in the West African Sahel*. Montclair: Allanheld Osmun, 1980.

GREGOIRE, E. Les grands courants d'échange sahéliens: histoire et situation présentes. In: RAYNAUT, C. (Dir.). *Sahels: diversité et dynamiques des relations sociétés-nature*. Paris: Karthala, 1997.

KOECHLIN, J. Conditions écologiques et facteurs de dégradation du milieu. In: RAYNAUT, C. (Dir.). *Sahels: diversité et dynamiques des relations sociétés-nature*. Paris: Karthala, 1997.

MAUNY, P. *Tableau géographique de l'Ouest africain au Moyen Âge d'après les sources écrites, la tradition et l'archéologie*. Paris: Mémoire de l'Institut Français d'Afrique Noire, 1961.

MORTIMORE, M. *Adapting to drought: farmers, famines desertification in West Africa*. Cambridge: Cambridge University Press, 1989.

POLGREEN, L. In Niger, Trees and Crops turn Back the Desert. *New York Times*, 11 Feb. 2007.

RAYNAUT, C. Lesson of a crisis. In: DALBY, D. *et al. (op. cit.)*, 1977a.

RAYNAUT, C. Circulation monétaire et évolution des structures économiques chez les Haoussas du Niger. *Africa*, London, v. 47, n. 2, p. 160-170, 1977b.

RAYNAUT, C. *et al. Le développement rural, de la région au village*. Bordeaux: GRID-Université de Bordeaux 2, 1988.

- RAYNAUT, C. Le cas de la Région de Maradi. In: COPANS, J. (Ed.). *Sécheresses et famines du Sahel*. Paris: Maspero, 1975. t. 2, p. 5-43.
- RAYNAUT, C. *Sahels: diversité et dynamiques des relations sociétés-nature*. Paris: Karthala, 1997a.
- RAYNAUT, C. La question démographique au Sahel: du global au local. In: RAYNAUT, C. (Dir.), *op. cit.* 1997b.
- RAYNAUT, C. Un espace partagé: complémentarité et concurrence des usages. In: _____. (Dir.), *op. cit.* 1997c.
- RAYNAUT, C. Societies and Nature in the Sahel: Ecological diversity and social dynamics. *Global Environmental Change*, London, p. 13-27, 2000.
- ROCHETTE, M. *Le Sahel en lutte contre la désertification*. CILSS/GTZ-Weikersheim, Margraf, 1989.
- TIFFEN, M.; MORTIMORE, M.; GICHUKI, F. *More People, Less Erosion ; Environmental Recovery in Kenya*, London, ODI/Wiley, 1994.